



HAL
open science

Analyse d'une rupture dans l'Eglise de La Réunion : La théologie de la libération et le mouvement TCR (1959-1980)

Céline Ramsamy-Giancone

► To cite this version:

Céline Ramsamy-Giancone. Analyse d'une rupture dans l'Eglise de La Réunion : La théologie de la libération et le mouvement TCR (1959-1980). *Revue historique de l'océan Indien*, 2016, Les ruptures dans l'histoire de La Réunion, 13, pp.132-138. hal-03271022

HAL Id: hal-03271022

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03271022>

Submitted on 25 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Analyse d'une rupture dans l'Eglise de La Réunion : La théologie de la libération et le mouvement TCR (1959-1980)

Céline Ramsamy-Giancone
Doctorante CRESOI
Université de La Réunion

Introduction

Au cours du XX^e siècle, l'Eglise occupe une part importante de la vie religieuse. L'implication de quelques prêtres dans la vie politique remonte aux premiers temps de la colonisation¹⁹⁶. Les prémices de la rupture qui s'est produite en 1970 s'inscrivent dans la proximité de l'Eglise avec le pouvoir central. L'examen des événements qui ont secoué l'île au tournant des années 1960 à 1970 nous a révélé des situations complexes dans lesquelles se croisent des volontés individuelles et collectives porteuses de concepts opposés. Après avoir mis ce mouvement en perspective avec celui, plus vaste, qui a parcouru l'Eglise d'Amérique Latine, nous situerons des faits chronologiques, avant d'examiner l'impact de Témoignage Chrétien de la Réunion, mouvement de réflexion, puis organe de presse de 1970 à 1981.

Décolonisations et luttes contre les exclusions à l'échelle internationale

Nous sommes dans un contexte mondial de décolonisations et de revendications des populations jusque-là exclues. La France d'Outre-mer, comme les autres parties du monde, est traversée par cette vague. Le 12 mars 1968, l'île Maurice devient la République de Maurice et Madagascar obtient son indépendance le 26 juin 1960. Enfin, les événements de mai 1968 entraînent dans leur courant des volontés collectives de rupture des barrières séparant les différentes strates sociales.

A partir de 1968, un vaste courant de pensée traverse l'Eglise de l'Amérique Latine basé sur la nécessité immédiate de lutter contre la pauvreté. Son fondateur Gustavo Gutierrez affirme que « La création d'une société juste et fraternelle est le salut des êtres humains, si par salut nous entendons le passage du moins humain au plus humain. On ne peut pas être chrétien aujourd'hui sans un engagement de libération ». De nombreux prêtres dans le monde sont séduits par cette nouvelle théologie, qui interroge l'écart entre riches et pauvres dont la masse grandit. Cette théologie

¹⁹⁶ Yvan Combeau, Prosper Eve, Sudel Fuma, Edmond Maestri, *Histoire de La Réunion : de la colonie au département*. Paris : Nathan, 2001 p. 46. « Le fait religieux » : l'auteur cite les curés Bernardin (1676-1686) et Camenhen (1687-1690) qui exercent la charge de gouverneur, le premier prêtre administrateur apostolique le gouverneur Vauboulon (1689), et en 1818 l'Abbé Paquiet, préfet apostolique de Bourbon.

rencontrera cependant des hostilités de la part de l'Eglise et des milieux conservateurs.

Historiquement une île entre département et décentralisation 1970-1980

Entre 1960 et 1970, la vie politique est concentrée sur l'opposition entre Michel Debré et Paul Vergès, la tension se focalise autour du statut de l'île, le premier étant partisan du maintien du statut départemental, le deuxième étant favorable à une évolution vers une autonomie démocratique et populaire. Malgré le lancement de vastes chantiers impulsés par Michel Debré dans les années 1960, une grande partie des Réunionnais vit dans la précarité. En marge d'une progression démographique très rapide, les points cruciaux de La Réunion sont le logement, l'enseignement, la formation et l'emploi¹⁹⁷. Cette période est également marquée par la pratique généralisée de la fraude électorale.

Si à la fin des années 60 le ralliement s'organise pour contrer les revendications autonomistes du PCR, le début de la décennie 1970 verra une percée de ce parti aux municipales, un espace disparu sous la gouvernance du préfet Jean Perreau Pradier. En 1974, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, soutenu localement par Pierre Lagourgue, voit l'émergence d'un centrisme politique.

L'Eglise réunionnaise et le politique entre les deux guerres

La compréhension de la rupture au sein de l'Eglise en 1970 se situe dans le prolongement de la période entre deux-guerres. L'Eglise à La Réunion, suivant scrupuleusement la ligne du Vatican, adopte une posture quasi constante, prenant position contre les idées du communisme, en raison de l'athéisme constitutif de l'analyse marxiste. Jusqu'en 1969, les deux évêques de la Réunion, Mgr de Langavant¹⁹⁸ puis Mgr Guibert, rappellent les préconisations de Rome dans leurs communiqués¹⁹⁹. En donnant alors des consignes de vote rappelant les dangers du communisme pour la foi chrétienne, l'Eglise est alors perçue comme étant l'alliée des partis de droite, un glissement que le parti désigné, le PCR, ne manque pas de souligner et de mettre en exergue tout au cours de la décennie, pour inciter l'Eglise à clarifier ses positions²⁰⁰. L'Eglise prise au piège de son discours, ou résolument

¹⁹⁷ *Ibidem*.

¹⁹⁸ Eric Turpin, *L'Eglise et les pouvoirs dans le diocèse de Saint-Denis de La Réunion de 1911 à 1981*, Thèse de doctorat, Université de La Réunion sous la direction de Prosper Eve, 2010 : Monseigneur Cléret de Langavant évêque de 1934 à 1960, démissionnera. Monseigneur Guibert le remplacera en 1961, démissionnera en 1975 pour laisser la place à Monseigneur Gilbert Aubry (1976).

¹⁹⁹ Ces communiqués étaient diffusés par *Dieu et patrie*, journal du diocèse.

²⁰⁰ Eric Turpin, *L'Eglise et les pouvoirs dans le diocèse de Saint-Denis de La Réunion de 1911 à 1981*, *op. cit.* L'auteur précise que de nombreuses consignes seront donnés par les prêtres, ainsi le père Boiteau à Cilaos est ouvertement anti-communiste, ou le père Dujardin conseiller municipal puis maire de l'Entre-Deux.

conservatrice et proche du pouvoir ? Une alternance de situations auxquelles Eric Turpin a consacré sa thèse, y évoquant la présence active de Mgr de Langavant aux côtés du gouverneur Aubert. L'auteur décrit cette période comme « La communion parfaite entre l'Eglise et le régime de Vichy »²⁰¹. Il évoque également la présence de Monseigneur Guibert quelques années plus tard aux côtés de Michel Debré lors des cérémonies de 1963. Pour Eric Turpin, Mgr de Langavant, évêque de 1934 à 1960, aurait transplanté une situation internationale et nationale de lutte contre le marxisme à une situation locale qui ne nécessitait pas le rappel constant des dangers du communisme. On peut penser en effet que la propagande athéiste du marxisme avait très peu de chances de toucher les Réunionnais, tant les cultes religieux étaient vivaces et implantés dans le département, contrairement à la France métropolitaine, dans laquelle l'influence de l'Eglise allait décroissant.

Evolution et action du mouvement TCR

Au début de l'année 1969 est créé le GSRA (Groupe Sacerdotal de Réflexion et d'Action) porté par des prêtres dont le père Reynolds Michel, Nelson Courtois, Simon Maillot. Leur objectif est, de « lutter contre une religion de type magique et aliénante, et dégager les implications sociopolitiques de la foi chrétienne »²⁰², en l'occurrence les demandes de messes, de prières, de chapelets, de médailles, de pèlerinages, très prisés des Réunionnais.

En 1969, ce mouvement de réflexion devient le collectif « Amis de Témoignage Chrétien » mobilisé autour des thèmes de la situation sociale, du rôle trop centralisateur de l'Etat, perçu comme répressif. En effet, Michel Debré élu député de La Réunion le 5 mai 1963, soucieux de préserver l'autorité de l'Etat français, et préoccupé par le mouvement anticolonialiste mondial, avait édicté une ordonnance autorisant l'expulsion d'opposants jugés trop contestataires. La question de la libre expression dans l'île est alors au centre des réflexions, nourrie également par le poète Alain Lorraine où le père Christian Fontaine.

En août et septembre 1969, le collectif TCR, en collaboration avec Paul Vergès, organise la visite à La Réunion du père Cardonnel, connu pour ses positions révolutionnaires en France Métropolitaine. Le père Cardonnel est également le relais de la Théologie de la Libération en Amérique Latine. Sa « lecture décapante de l'Evangile », pour reprendre les termes de Prosper Eve²⁰³, crée une émulation chez ces prêtres réunionnais férus de justice et d'égalité sociale, ils se reconnaissent dans son discours. L'accueil est

²⁰¹ Eric Turpin, *L'Eglise et les pouvoirs dans le diocèse de Saint-Denis de La Réunion de 1911 à 1981, op. cit.*, p. 208, p. 249 ; l'auteur souligne la spécificité du communisme réunionnais qui était non athée, une donnée mal comprise (ou refusée ?) par l'Eglise.

²⁰² Reynolds Michel, *Au cœur des conflits. Itinéraire d'un chrétien engagé*. Editions EPI, 2007, p. 60.

²⁰³ Prosper Eve, *La laïcité en terre réunionnaise, origine et originalité*. Saint-André : Océan Editions, 2005, p. 250.

contrasté, suscitant des réactions diverses, allant de l'admiration à l'hostilité. Les chrétiens de la Réunion sont étonnés d'entendre un prêtre parler politique. Le lendemain, la presse se montre particulièrement offensive, et le *JIR* titre : « L'évangile selon Saint Mao ». Les murs de l'Évêché sont recouverts de peinture rouge et des slogans anticommunistes s'étalent.

Radicalisation et durcissement des positions

Après le passage du père Cardonnel, une fracture se crée dans le clergé, opposant deux groupes décrits par le père René Payet, un des acteurs principaux²⁰⁴. Les « Prêtres du Sud »²⁰⁵, dont le foyer basé à Saint-Pierre, et les « Prêtres du Nord », localisés dans la ville du Port et à Rivière des Galets. Les premiers sont perçus comme conservateurs ou « traditionnels »²⁰⁶, soutenant les forces politiques de droite et la départementalisation, les seconds, dont certains sont apolitiques et réfutent même les thèses du PCR, tel le père jésuite Puybaudet,²⁰⁷ sont rassemblés néanmoins autour de leur vision de la société réunionnaise et de la nécessité de se rapprocher de la misère du peuple. Ils sont également actifs au sein de la Maison des œuvres²⁰⁸, qui regroupe différents mouvements d'action catholiques, et du journal de l'évêché, *Croix Sud*. Mgr Guibert tente d'apaiser les tensions et de rassembler le clergé au cours d'une assemblée générale en janvier 1970. Il invite un expert du Vatican, le père Folliet. Il est convenu que les prêtres doivent désormais être « apolitiques ». Les prises de position se crispent et loin de s'apaiser, le mouvement de contestation s'affirme, vouant à l'échec la tentative de rassemblement.

Les ruptures

Le 9 août 1970 se tient le Congrès constitutif du mouvement « Témoignage Chrétien de La Réunion » (TCR)²⁰⁹, le mouvement de réflexion deviendra un organe de presse. Le mouvement précise qu'il n'est ni

²⁰⁴ René Payet, *René Payet, prêtre créole de La Réunion*. Paris : Editions Karthala, 1996.

²⁰⁵ D'après René Payet, le cerveau incontestable du groupe du Sud était le père Rochefeuille, à la tête d'un groupe de 25 prêtres créoles, selon lui « ignorant de la violence structurelle impitoyable qui maintenait la masse dans le plus grand dénuement ». En face d'eux, un groupe, le GRSA (Groupe Sacerdotal de Réflexion et d'Action), dont certains sont actifs au sein de TCR, et dont les orientations rejoignent les préoccupations pastorale de la Maison des œuvres.

²⁰⁶ René Payet, *op. cit.*, p. 69. A ce sujet, d'après Reynolds Michel, ces derniers « prônent une pastorale fondée sur l'enseignement des dogmes, la piété mariale, la dévotion eucharistique, le culte du Sacré Cœur, la pratique de pèlerinages autour de multiples dévotions, le beau mariage du traditionalisme et du conservatisme social et politique des plus rigides », *Au cœur des conflits. Itinéraire d'un chrétien engagé, op. cit.*, p. 62.

²⁰⁷ Stéphane Nicaise, *Prêtres réunionnais entre tradition et modernité*. Saint-Denis : Nouvelle Imprimerie Dionysienne/GRATHER, 2000.

²⁰⁸ Maison regroupant les différents mouvements d'action catholiques.

²⁰⁹ René Payet, *René Payet, prêtre créole de La Réunion, op. cit.*, p. 75. Le congrès se tient à la cure de la Rivière des Galets, en présence des pères Michel Reynolds, Nelson Courtois, Simon Payet, de Simon Maillot enseignant, et Lucien Biedinger, jeune VAT.

un parti politique, ni un syndicat. Pour autant, ses membres ne se déclarent pas tous communistes et n'adhèrent pas au PCR²¹⁰. Le journal diffusera durant une décennie des articles liés aux objectifs suivants : « Une Eglise solidaire du peuple, la lutte contre le système colonial et toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme ».

En septembre 1970, suite à un courrier qu'il avait adressé à un journal chrétien métropolitain, le jeune VAT Lucien Biedinger est radié de l'Aide technique par la préfecture. Le non-respect de son devoir de réserve est évoqué. Deux jeunes prêtres, Nelson Courtois et Simon Maillot, expriment leur indignation en s'adressant par courrier au préfet, ils seront invités par l'évêque à quitter leur paroisse. Le 29 décembre 1969, c'est le père Reynolds Michel qui est conduit *manu militari* à l'aéroport, au prétexte qu'il est Mauricien. La réaction de l'évêque n'est pas à la mesure du niveau de répression, il se contente de regretter le procédé. Des prêtres solidaires protestent en décidant de ne pas célébrer de messe à Saint-Pierre et au Port. Le père René Payet, membre très actif, qui s'était montré solidaire de Reynolds Michel, suscite le ressentiment des notables du Sud, il est démissionné de l'AREP (Association Réunionnaise d'Education Populaire). De cette période, l'hebdomadaire écrira dans l'un de ses derniers numéros : « Ces années 1960 marquent une période sombre dans l'histoire de La Réunion, au cours de laquelle toutes les forces conservatrices ont exercé la répression la plus dure à l'encontre de ceux qui voulaient un peu plus de justice »²¹¹.

Terrain d'action de TCR

La revendication d'une Eglise des pauvres s'appuie essentiellement sur deux remises en question par TCR du fonctionnement de l'Eglise : une proximité avec les pouvoirs dominants, un dogmatisme occultant les cultes catholiques populaires.

En 1973, la relecture des prises de positions de TCR laisse apparaître la dialectique suivante : dans le prolongement de la période de l'entre-deux-guerres, l'Eglise maintient ses positions contre les idées du communisme lors des échéances électorales. Par réaction, TCR réagit en soulignant leur présence auprès des démunis et « interpelle » avec insistance l'Eglise en lui demandant de se positionner. En ne répondant pas, elle se place du côté de la classe dominante. Alain Lorraine, militant culturel et poète, souligne les contradictions de l'Eglise dans les colonnes de TCR : « Il ne lui est plus possible de prétendre se désengager du pouvoir politique tout en restant compromise avec tous les aspects du pouvoir »²¹².

²¹⁰ René Payet lui-même n'est pas au PCR à ses débuts, il se ralliera dans un deuxième temps.

²¹¹ N° 324 du 17 au 31 juillet 1981, page 7.

²¹² Stéphane Nicaise, *Prêtres réunionnais entre tradition et modernité*, op. cit., p. 62 ; l'auteur cite le n° 61 de TCR, juin 1973, (p. 3).

C'est en 1975 que TCR avance la nécessité d'une alliance avec le PCR, seul mouvement qui soutient la lutte contre la précarité et la misère. En cela, le journal rejoint l'alliance opérée par des prêtres de la Théologie de la libération en Amérique Latine²¹³.

En avril 1976, la nomination du premier évêque réunionnais, Gilbert Aubry, est saluée par les chrétiens qui y voient l'aube d'une évolution dans la voix de l'Eglise. Il crée le concept de « créolie », transfert de l'expression créole dans la sphère religieuse, dans laquelle beaucoup de Réunionnais se reconnaissent.

Suite à l'AG du 28 août 1977 à Saint-Louis, le père René Payet prend la direction de TCR à la place de Lucien Biedinger. Il en informe l'évêque qui exprime son désaccord. Leurs rapports resteront conflictuels jusqu'à la fin du journal en 1981. Le père Payet exprimera son immense regret par ces écrits : « Pour moi, TCR devait me permettre de faire passer le concile Vatican II dans les faits, de rendre réelle "l'Eglise dans le monde de ce temps", conformément à l'expression de Jean XXIII (...) TCR s'est battu pour faire reconnaître le droit à la différence dans l'Eglise et la légitimité de l'existence d'un courant d'idées et de recherches originales. Le problème était pour moi celui de l'expression au sein de l'Eglise, et je voulais que cette Eglise laissât s'exprimer la réalité concrète des pauvres, des plus exploités »²¹⁴.

En 1978, un débat télévisé confronte Paul Vergès à l'évêque. L'homme politique affirme qu'un chrétien engagé dans TCR n'entame pas sa foi religieuse, il explicite le concept de communisme populaire et christianisme populaire. Le communisme populaire, pour Paul Vergès, permet le lien entre politique et religieux. Le communisme devient un outil de libération qui peut s'appuyer sur la foi. Entre la prudence que lui imposent ses nouvelles fonctions et la distance avec le mouvement progressiste, Monseigneur Aubry se déclare « astreint à son devoir de réserve »²¹⁵.

L'impact de Témoignages Chrétien de La Réunion

Du point de vue politique, l'opposition mise en relief par TCR entre dominants et dominés, contribuera à faire bouger les lignes du pouvoir. En apportant son soutien à une force d'opposition à la droite, TCR contribue à l'élargissement du débat social et soumet l'héritage post-colonial de la droite à la critique. L'inscription du schéma de la lutte des classes au cœur de la société réunionnaise interroge cependant. En effet, l'analyse marxiste reposant sur l'opposition entre une masse laborieuse et une classe dominante ouvrière pouvait-elle s'appliquer intégralement à la société réunionnaise des années 1970 ? Celle-ci voit en effet l'émergence d'un secteur tertiaire lié au

²¹³ Teofilo Cabestrero, *Des prêtres au gouvernement, l'expérience du Nicaragua*. Paris : Karthala, 1983. Au Nicaragua des prêtres jésuites s'allient dans les années 1970 au parti sandiniste (communiste) s'opposant à la dictature du général Somoza.

²¹⁴ René Payet, *René Payet, prêtre créole de La Réunion*, op. cit., p. 96.

²¹⁵ Céline Ramsamy, *Politique et religion à travers le mouvement de TCR*, mémoire de DEA, Université de Nanterre Paris X, 1988.

développement des structures de l'île, ainsi qu'une diminution du secteur primaire²¹⁶.

Stéphane Nicaise, anthropologue, soulignera la présentation en 1971 par TCR de certaines pratiques perçues comme superstitieuses (bénédictions de cases, messes intentionnelles, aspersion d'eau bénite), avant que le journal ne revienne sur sa perception en 1974²¹⁷ et ne mette en valeur ces spécificités réunionnaises.

La lutte anti-communiste de l'Église aura pour effet le durcissement des critiques de TCR, qui la présentera implicitement comme dogmatique, et laissant peu d'espace aux cultes catholiques populaires et autres cultes ancestraux présents dans l'île. Ces critiques inciteront l'Église et les prêtres trop zélés à faire preuve de réserve et de prudence dans leur perception des autres religions, sous peine de perdre du crédit. En ouvrant la voie aux cultes populaires, le journal contribuera à leur promotion.

TCR se livrera à une série d'enquêtes de terrain, portant sur le maloya, les cultes populaires, le poète Alain Lorraine invente le terme de « culture du fénor ». TCR devient un lieu de rassemblement, et d'initiatives culturelles telles les textes poétiques d'Axel Gauvin où la bande dessinée *Kaniki* de Roger Théodora.

De nombreux articles sont alors consacrés aux cultes jusque-là très peu présents dans la presse et les médias. En novembre 1977, TCR décrit la fête de Karly, divinité tamoule, figure protectrice et maternelle de nombreux Réunionnais originaires de l'Inde²¹⁸. Les articles traitant des cultes populaires catholiques verront leur valorisation et approfondissements dans les travaux universitaires de Claude Prudhomme et de Prosper Eve, Christian Barat étudiera les cultes populaires d'origine indienne, consacrés dans son ouvrage *Narlgon*.

Conclusion

Lorsque le journal s'arrête faute de moyens humains en 1981, le paysage politique réunionnais a changé avec l'apparition d'un centrisme politique, l'élection de Paul Vergès à l'assemblée européenne de Strasbourg, François Mitterrand à la présidence de la République. La mouvance de TCR a représenté un épisode de la vie religieuse, culturelle et politique, mais les débats ne sont pas refermés et se prolongent à l'aube du XXI^e siècle. Cette rupture interroge encore sur leur résonance interne chez le prêtre engagé en politique. Le sacerdoce étant lié à l'autorité hiérarchique, la tension avec sa dimension d'homme politique entraîne nécessairement une rupture pour le tissu ecclésial, en cas de désaccord, mais touche aussi à l'être religieux du prêtre, donnant la mesure de son engagement.

²¹⁶Yvan Combeau, Prosper Eve, Sudel Fuma, Edmond Maestri, *Histoire de La Réunion : de la colonie au département*, op. cit., p. 138.

²¹⁷Stéphane Nicaise, *Prêtres réunionnais entre tradition et modernité*, op. cit., p. 64.

²¹⁸N° 74, novembre 1977.